

## Peugeot et les finances défie Calvet-Rocard

10 octobre - Au moment où nous écrivons ces lignes, la grève pugnace des Peugeot est à un tournant décisif.

Blanchard, le « conciliateur » nommé par le gouvernement, vient de rendre ses « conclusions » qui ne sont ni plus ni moins que les grévistes de Mulhouse capitulent et évacuent la forge qui, en l'absence de piquets de grève bloquant la production, est le symbole de la détermination à faire rendre gorge à Calvet. Les propositions de Blanchard ne cherchaient qu'à tendre une perche aux bureaucrates de la CFDT et de FO qui ne sont restés dans la lutte que sous la pression quotidienne des grévistes. Et ils s'en sont emparés immédiatement ! La CGT, la veille, par la bouche de Krasucki a déclaré : « On ne lâche pas la proie pour l'ombre [...]. On ne lâche pas une occupation pour la seule promesse d'une négociation » (*l'Humanité*, 10 octobre). Une déclaration de tribune qui reste à se vérifier dans les faits ! La décision doit rester aux grévistes en assemblée générale.

La combativité ne s'est pas démentie au fil des semaines. Mais les directions syndicales ont maintenu les Peugeot confinés chacun dans son usine, alors que la situation exige de l'audace et de la détermination. Un débrayage de deux heures a été appelé pour le mardi 10 pour entraîner le reste de l'usine de Mulhouse dans la grève. Les non-grévistes, maintenus hors de la grève par la terreur organisée par la maîtrise, peuvent rejoindre la lutte ; il faut des piquets de grève pour les organiser et les soustraire à l'encadrement.

Des dizaines de grèves, de débrayages éclatent un peu partout dans le pays. A Annonay, la direction de RVI (Renault véhicules industriels), reprenant la tristement fameuse « méthode Peugeot », a envoyé ses nervis attaquer les soudeurs en grève avec un chariot élévateur qui a démolit un mur. Les grévistes ont repoussé l'assaut contre l'atelier qu'ils occupaient et ont décidé de rester dans l'usine jour et nuit, et plusieurs centaines d'ouvriers ont rejoint le mouvement.

L'énorme mouvement des agents des finances qui dure depuis quatre mois a littéralement explosé et s'amplifie de jour en jour, bloquant petit à petit la machine financière de l'Etat. A Lyon, les employés des impôts et du Trésor ont décidé en assemblée générale, le mardi 9, de répondre aux « proposi-

### Piquets de grève de masse! Grève générale!



Pilsson

Peugeot en grève. Il faut étendre à toute l'automobile. Flins, Poissy, Aulnay : des usines clés où les immigrés sont majoritaires - Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille !

tions » méprisantes de leur ministre en mettant en place des piquets de grève dans la cité administrative et devant un centre d'informatique. Un peu partout en France, comme par exemple à Roissy, des piquets de grève ou des occupations transforment la lutte multiforme des employés du Ministère des Finances en grève solide. C'est le moyen de rendre une grève efficace !

L'énorme popularité dont jouissent les lions ouvriers de Peugeot s'exprime chaque jour davantage dans les collectes de soutien qui vont certainement rapporter plusieurs millions de francs lourds. Tout le monde ouvrier a les yeux tournés vers l'Est. Partout on peut percevoir des frémissements, une volonté confuse de rentrer dans la lutte, de s'engouffrer dans le sillage des ouvriers de Mulhouse et Sochaux. Pourquoi en serait-il autrement ? Un sondage effectué fin septembre montre que la majorité des salariés s'estiment sous-

payés et qu'ils sont prêts à faire grève. Il faut une grève générale pour faire rendre gorge aux Rocard-Mitterrand-Calvet !

Si, confusément, la volonté existe, ce qui fait cruellement défaut c'est une direction qui prépare, impulse, organise, coordonne. Un état-major qui donne des consignes claires dans lesquelles les plus larges masses puissent se reconnaître et acquérir la confiance en la victoire. Qu'attendre de directions syndicales comme celle de FO qui ne cherche qu'à s'enfoncer dans les fauteuils des ministères pour glaner quelques miettes ? Rien que la trahison. Ou comme celle de la CFDT quand Kaspar déclare : « Négocier ce n'est pas capituler », pressé qu'il est d'en finir parce qu'il a une trouille bleue de voir ses amis du PS se trouver en difficulté ? Rien que le renoncement. La direction de la CGT parle haut et fort. Elle parle de lutte, d'action... chacun dans son

coin. Quand la lutte ne leur est pas imposée d'emblée, les dirigeants locaux de la CGT cherchent à limiter au maximum les « actions » à quelques heures de débrayage, quand ils ne désorganisent pas directement, en prétextant le « faible niveau de combativité », comme par exemple à Renault (cf. notre supplément en pages intérieures). On chercherait en vain dans les déclarations des pontes CGT la moindre perspective concrète, le moindre plan d'action général à proposer clairement aux éléments les plus décidés et prêts à entraîner les secteurs retardataires dans la lutte pour une grève générale. Pourquoi ?

Parce que la fraction dirigeante, le PCF, n'a comme perspective que de faire pression sur le gouvernement Mitterrand-Rocard pour que ce dernier desserre l'étau dans lequel il la tient et lui accorde une place dans sa « majori-

Suite page 2

M 2651 - 96 - 5,00 F



## Forgeons un parti bolchévique !

# La grève des ATOSS à Elbeuf

Après les quelques miettes distribuées aux enseignants, Jospin a pu se décerner des satisfecits prudents pour cette rentrée 1989. Mais pour toutes les catégories de l'Education nationale c'est bien sous le signe de l'austérité et de la misère budgétaire que s'est déroulée cette rentrée. Au lycée Ferdinand Buisson, à Elbeuf, dans la banlieue rouennaise, c'est par une grève combative, déclenchée dès le 12 septembre, que le personnel ATOSS (non enseignant) a répondu aux attaques contre ses conditions de travail.

En effet, alors que les locaux du lycée se sont considérablement agrandis et qu'une centaine d'élèves de plus devaient être accueillis à l'internat, aucun poste supplémentaire pour le personnel d'entretien n'avait été prévu. Dès le jour de la rentrée, un appel à la grève est lancé par le syndicat SGEPEP-CGT. La grève est immédiatement suivie par la majorité du personnel ATOSS, 20 sur 26 le premier jour, et 22 les jours suivants.

Malgré la trop faible syndicalisation et le nombre relativement faible de ce personnel, cette grève, dans laquelle une de nos camarades a pris une part très active, a très vite pris une tournure combative et exemplaire.

Les grévistes sont en majorité des femmes dont c'est la première grève. Les femmes de cette région ont hérité de la tradition de luttes menées par leurs mères et leurs grand-mères, alors en grande partie ouvrières du textile. Et cette tradition ne s'est pas démentie. En effet ces femmes, dont le travail dans les établissements scolaires est traité le plus souvent avec dédain, et qui perçoivent un salaire de misère, ont montré une détermination qui n'a pas failli tout au long de la grève. Prenant conscience dans la lutte quotidienne de leur force et de leur droit au respect de leur travail, elles ont résisté pendant deux semaines aux pressions familiales multiples et aux misérables tentatives d'intimidation de l'adminis-

tration. Grâce à cette combativité, elles ont arraché une partie de leurs revendications, deux postes supplémentaires et le paiement à 80 % des jours de grève.

Et pourtant, les manœuvres pour les désorganiser ou briser leur volonté n'ont pas manqué. Et malheureusement pas seulement de la part de l'administration mais aussi de la direction du syndicat qui a cru pouvoir jouer du manque d'expérience de ce personnel pour enterrer vite fait la grève. En effet, avant même que toute lutte commence, les bureaucrates avaient déjà marchandé directement avec l'administration le nombre de postes acceptables pour le rectorat, trois postes au lieu des huit nécessaires. Et c'est déjà avec ces revendications en baisse qu'ils avaient accepté de lancer un mot d'ordre de grève. Durant toute la durée de la lutte, les grévistes durent forcer une direction syndicale s'opposant à toute initiative qui pouvait gêner l'administration ou traînant les pieds quand elle ne pouvait rien faire d'autre. Ainsi, par exemple, il s'en est fallu de peu qu'elle ne permette, au 10<sup>e</sup> jour de la grève, à un camion de nettoyage de jaunes de pénétrer dans le lycée, alors que la majorité des grévistes étaient occupés aux collectes devant les usines. Pour couronner le tout, alors que les grévistes avaient contraint le recteur à négocier, cette « direction » poussa à la reprise du travail en racontant qu'ils avaient obtenu deux postes et le paiement à 100 % des jours de grève. Dans les faits, le recteur n'avait accordé qu'un paiement à 50 %, et c'est seulement à la suite d'un ultimatum lancé par les grévistes que le paiement à 80 % fut obtenu ! A chaque étape de la lutte, deux stratégies s'affrontaient, l'une de conciliation, l'autre cherchant la victoire complète.

Il apparut très vite au cours des AG quotidiennes que la clé pour gagner résidait d'une part dans le blocage total du fonctionnement du lycée, et d'autre

part dans la solidarité la plus large, des enseignants, des élèves, des personnels ATOSS des autres établissements scolaires, mais aussi des parents d'élèves qui sont également pour la plupart ouvriers dans les nombreuses usines de la région. De fait, dès le troisième jour et jusqu'à la fin, le fonctionnement du lycée fut bloqué, ce qui contraignit l'administration à renvoyer les internes chez eux. Sur le piquet devant le lycée, des professeurs, élèves et parents d'élèves vinrent régulièrement apporter leur soutien ; les professeurs du lycée votèrent dès le vendredi 15 une grève de soutien, mais les grilles du lycée

conditions de travail, ce à quoi chaque travailleur de ce pays est sensible, mais aussi pour une amélioration de l'accueil de leurs enfants dans les établissements scolaires, ont apporté un soutien décisif à cette action. D'autre part, les collectes organisées devant les usines, en particulier Rhône-Poulenc, la CIPEL, SOFESA et Renault-Cléon, ont reçu un accueil chaleureux et rapporté au total quelque 19 500 francs.

La tentative d'élargir la grève aux autres ATOSS de la ville, la volonté de briser l'isolement en cherchant le soutien actif des autres travailleurs furent imposées contre des propositions impuissantes telles que celle d'aller à une fête locale du PS qui fut rejetée par les grévistes avec la claire conscience que les responsables de la politique anti-ouvrière sont les notables sociaux-démocrates et le gouvernement qu'ils



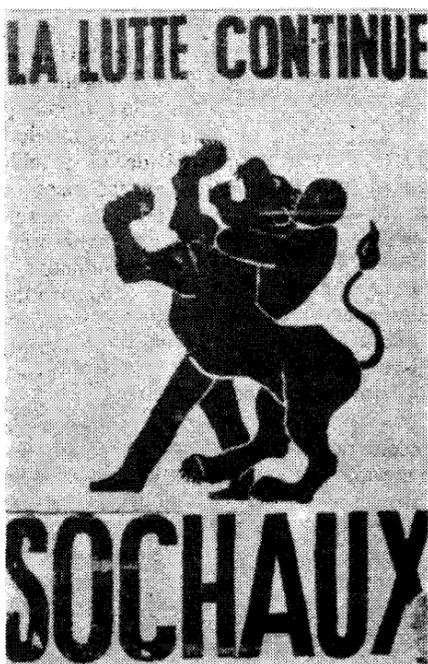
Le Bolchévik

La fermeture des grilles a été déterminante dans la grève des ATOSS du lycée Ferdinand Buisson à Elbeuf. Ici, un camion de nettoyage est bloqué par les grévistes.

étant fermées le lundi, ils décidèrent de verser à la caisse des grévistes 50 francs par jour de grève. Quant aux élèves, ils apportèrent leur soutien en participant à la manifestation de mardi et en versant à l'appel d'un de leurs camarades un franc chacun à la caisse de grève. Dans cette ville ouvrière qu'est Elbeuf, les parents d'élèves, comprenant bien que les grévistes se battaient à la fois pour défendre leurs

soutiennent.

Même s'ils n'ont pu gagner sur la totalité de leurs revendications, ce qui a été finalement arraché l'a été en dépit des manœuvres dilatoires et par la volonté de gagner. Et grâce à la solidarité ouvrière, non seulement ils ont pu maintenir leur salaire mais il y a eu un excédent ! Ils ont décidé de le verser à une caisse de solidarité pour les travailleurs en lutte dans la région. ■



Affiche de Mai 68

## Grèves...

Suite de la page 1

té » parlementaire et même, pourquoi pas, un strapontin dans un ministère. Les dirigeants du PCF le répètent à l'envi : « Nous, notre action ne vise nullement à déstabiliser le gouvernement Rocard » (*l'Humanité*, 1<sup>er</sup> décembre 1988). Marchais précise à propos de Peugeot : « Nous, nous n'avons pas la prétention d'utiliser les grèves et les

conflits à des fins politiques » et met les points sur les « i » : « Il faut que le gouvernement change de politique. S'il le fait, alors, nous les communistes, nous sommes tout à fait disponibles » (*l'Humanité*, 29 septembre). Ces « dirigeants » sont prêts à recommencer la catastrophique expérience de la participation aux affaires de la bourgeoisie. Il faut rompre avec la politique de défaite des Unions de la gauche et autres fronts populaires !

La bourgeoisie ne cède que si elle craint de tout perdre. Les directions réformistes n'ont d'autre perspective que de lui offrir leurs services. C'est pourquoi ils craignent comme le feu la généralisation des grèves qui pourrait

remettre en cause tout ce système vermoulu et poser la question : qui des ouvriers ou des bourgeois seront maîtres du pays.

Comme nous l'écrivions dans notre supplément (distribué, à quelques dizaines de milliers d'exemplaires, dans des manifestations de grévistes et devant des usines, particulièrement de l'automobile) : « [...] pour vaincre, il faudra doter la classe ouvrière d'une direction - un parti ouvrier révolutionnaire - qui lutte pour instaurer, non un nouveau gouvernement de collaboration de classes, mais un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout ! »

### MEETING-DEBAT DE LA LTF

De notre envoyé spécial à Jalalabad

**Non au voile ! Défense des femmes afghanes !  
Ecrasez les moudjahidins de la CIA !**

- Retour au communisme de Lénine et de Trotsky !
- Tout le pouvoir aux soviets ouvriers !
- Pour l'internationalisme prolétarien !
- Pour la défense de l'URSS par la révolution mondiale !

**Samedi 21 octobre à 15h00  
Salle de la Halle aux toiles  
Rouen**

Tél : 35 73 74 47

### POUR CONTACTER LA LTF

**Paris** Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tel: 42 08 01 49

**Rouen** Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tel: 35 73 74 47

**Lyon** Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07  
Tel: 78 61 39 98

### LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationale), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, William Caznavé (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION : Ian Donnelly.

DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Gaspard-Mongc  
55, rue du Fossé-Blanc  
92230 Gennevilliers

Commission paritaire : n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Marchais : plus gorbatchévien que moi tu meurs !

3 octobre - « Un important discours », « Un discours choc », « Un discours qui fera date ». L'événement « historique » ainsi relaté par l'*Humanité* du 11 septembre est l'allocution prononcée l'avant-veille, devant un parterre de « partis frères » et de cadres politiques du PCF, par Georges Marchais qui inaugurerait la Cité internationale de la Fête de l'*Humanité*. « Et nous, communistes français, qui avons tant espéré ce changement [en URSS, avec Gorbatchev], ce n'est pas : "hélas !" que nous avons envie de dire à son propos, c'est : "enfin !" » Devenu gorbatchévien avant Gorbatchev, Marchais dans la foulée non seulement applaudit au cours pris par la Pologne, mais insista là aussi que « ce qui se passe aujourd'hui en Pologne ne va donc nullement à l'encontre de nos vœux » depuis 1980.

L'emphase mise par la direction du PCF sur le discours perestroïkiste de son secrétaire général, puis sur son voyage en URSS, est en vérité à la mesure de l'inquiétude - justifiée - de bon nombre de ses militants qui peuvent difficilement gober aujourd'hui que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes socialistes possibles. Etrange « lucidité » en effet que celle dont ose se vanter cette direction faillie qui a accumulé défaites sur désastres ! Précisément, Marchais a choisi pour donner le maximum d'éclat à sa profession de foi gorbatchévienne le moment où, en Pologne, un partisan déclaré du retour au capitalisme occupe maintenant le poste de premier ministre et où, dans les pays baltes, la contre-révolution s'organise ouvertement derrière le drapeau des républiques bourgeoises de l'entre-deux-guerres.

Mais, grosse des plus terribles dangers pour les acquis d'Octobre, la situation dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés l'est aussi de potentialités révolutionnaires. En Pologne, les grèves se multiplient contre les mesures drastiques d'« austérité » dictées par le FMI et imposées conjointement par le POUP et Solidarnosc. En URSS, avec la grève des mineurs, le puissant prolétariat soviétique vient d'entrer en force dans l'arène politique (ouverte aussi par la glasnost) contre les privilèges bureaucratiques et pour la défense des acquis sociaux de l'économie collectivisée et planifiée que met en péril la perestroïka. En URSS comme en Pologne, dans le reste du bloc soviétique ou encore en Chine, l'entrée en scène de la classe ouvrière ouvre la possibilité d'une issue socialiste à la crise qui secoue ces pays : la révolution politique prolétarienne pour défendre et étendre les acquis sociaux en chassant la bureaucratie parasitaire.

Dans une telle situation, toute l'attitude d'une avant-garde révolutionnaire est dictée par la volonté de favoriser une issue socialiste. Mais c'est en fonction d'une boussole politique tout autre que les dirigeants du PCF s'orientent. Pour eux, la question principale est de savoir si la perestroïka rend plus ou moins facile la constitution d'une nouvelle Union de la gauche - une alliance de collaboration de classes avec leurs « alliés » sociaux-démocrates et bourgeois... « La perestroïka, le dynamisme de la politique de paix de l'URSS influent positivement sur le combat des partis communistes des pays capitalistes », se



Sans crédit

Marchais, ici avec Gorbatchev en 1987, déclare maintenant avoir toujours été un tenant de la « nouvelle pensée ».

félicitait l'*Humanité* (22 septembre) au moment de la rencontre Marchais-Gorbatchev, en ajoutant que « Georges Marchais note que l'image de l'URSS s'est améliorée dans l'opinion publique [...] ». Dans l'opinion publique social-démocrate et bourgeoise tout particulièrement ! C'est la même vision du monde par le petit bout de la lorgnette front-populiste française que l'on retrouve dans la déclaration faite par Marchais au sortir de sa rencontre avec Gorbatchev : « Le Parti communiste français qui lutte pour un socialisme "aux couleurs de la France", qui prenne en compte les spécificités de son pays, est intéressé au succès de la perestroïka, car elle signifie la "seconde jeunesse du socialisme" » (l'*Humanité*, 25 septembre).

## LES PERILS DE LA PERESTROÏKA

Reste maintenant au PCF la délicate tâche de justifier son adhésion à la perestroïka. Avec une prudence bien compréhensible, Marchais se gardera bien, dans son allocution du 9 septembre, d'entrer dans le détail de ce qu'il prétend être « une immense entreprise de rénovation pour faire que leur société ne soit pas moins mais davantage socialiste ». Il faut décidément

avoir une bien curieuse conception du socialisme pour voir « davantage de socialisme » dans le démantèlement de la planification centralisée, l'autonomie accordée aux entreprises soumises au marché et dont les gestionnaires et technocrates décident de la production et des prix, des salaires et... des licenciements en cas de « sureffectifs » - la liquidation d'un acquis social considérable auquel le prolétariat soviétique est, bien sûr, légitimement attaché. Ou encore dans les mesures de décollectivisation de la terre et d'affaiblissement du monopole du commerce extérieur - telle la récente « décision de payer en devises les excédents de production des agriculteurs » (France-URSS Magazine n°2 nouvelle série, septembre-octobre) -, ou dans l'appel au capital occidental à pénétrer l'URSS pour y constituer des entreprises mixtes ou dans l'encouragement à développer une nouvelle classe de petits capitalistes, etc.

Marchais voudrait faire d'une disant hostilité impérialiste à l'égard de la perestroïka une preuve de son caractère socialiste. A voir. Mitterrand s'est fait l'interprète du camp impérialiste quand il déclara : « J'aime mieux la perestroïka que le régime figé que l'on a connu naguère à Moscou. Ce qui se

passé aujourd'hui là-bas crée un appel d'air. Je vais donc accélérer l'allure » (Libération, 23 novembre 1988). Les impérialistes apprécient autant les réformes de Gorbatchev orientées vers le marché que sa politique extérieure ; ils ne lui font néanmoins nullement confiance pour ce qui est leur but - la restauration du capitalisme. La « fin du communisme » annoncée par certains revanchards occidentaux - qui d'ailleurs assimilent frauduleusement communisme et stalinisme - est plus un rêve et un objet de propagande qu'autre chose. Les plus conscients des bourgeois savent que si une contre-révolution ouverte menaçait les Soviétiques sur leur frontière ouest (vitale pour eux) ou menaçait d'éclatement l'URSS, Moscou n'aurait d'autre choix que de réagir militairement. En effet, la bureaucratie, même si elle usurpe le pouvoir politique au prolétariat, repose toujours sur les formes prolétariennes de propriété issues de la révolution d'Octobre. En témoin quotidien la haine persistante des impérialistes à l'égard de l'URSS (et de tout le bloc soviétique). Gorbatchev fait beaucoup d'efforts pour convaincre les impérialistes que la bureaucratie est bien une force conservatrice ; ils n'hésiteront pas néanmoins à le renverser à la première occasion. Comme l'écrivait le camarade Trotsky, « [la bourgeoisie] a besoin d'une contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle ne les obtient pas, elle considère l'Etat soviétique comme un adversaire. Et elle a raison » (« Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? », Oeuvres, tome 15, 25 novembre 1937). C'est pourquoi nous, trotskystes, sommes inconditionnellement les défenseurs les plus résolus de l'URSS face à l'impérialisme et à la contre-révolution interne.

Lors d'un des (rares) forums politiques de la Fête de l'*Humanité* sur « Le socialisme dans le monde », Jacques Legrand, un des « intellectuels » du PCF chargé de la pénible besogne d'argumenter et théoriser - après tant d'autres - le cours perestroïkiste de la direction, s'aventurera dans un développement, répondant à l'intervention d'un de nos camarades, sur « l'économie de marché qui deviendra aussi inséparable du socialisme »

Suite page 4



Der Spiegel

Après avoir abandonné l'Afghanistan, Moscou a forcé les Vietnamiens à se retirer du Kampuchéa.



## Marchais...

Suite de la page 3

[...]». Cette « innovation théorique » néo-boukharinienne est à rapprocher de la déclaration de Rocard définissant son « socialisme démocratique » en disant qu'« il n'y a pas d'économie saine sans marché [...] » (*Libération*, 2-3 septembre). Cette « théorie » sonne agréablement aux oreilles des réformistes, adeptes de l'utopique voie parlementaire, pacifique et graduelle du capitalisme au socialisme, mais elle résiste mal à la simple épreuve des faits.

Vingt ans d'« économie de marché inséparable du socialisme » ont fait de la Hongrie le recordman européen de la dette extérieure (par tête d'habitant), sans compter son chômage massif et ses 20 % annuels d'inflation. Le dirigeant hongrois Imre Pozsgay, tristement célèbre pour avoir déclaré à propos de « la pratique communiste existant actuellement en Union soviétique et en Europe de l'Est » que « ce système doit être liquidé » (*le Monde*, 30 mai), est aujourd'hui rien moins que le candidat officiel du « parti communiste » aux présidentielles de novembre 1989... Quant à la Yougoslavie autogestionnaire, quarante ans de « socialisme de marché » en ont fait le recordman d'Europe, Est et Ouest, du taux d'inflation et du chômage, et ses conflits nationaux se sont exacerbés au point de la menacer d'éclatement.

Maintenant, après quelques années de perestroïka, c'est dans l'URSS de Gorbatchev que les violents conflits nationaux désunissent l'Union soviétique. Et ils font souffler un vent de nationalisme qui gonfle les voiles des forces restaurationnistes. Les fascistes grand-russes de Pamiat paradent déjà au grand jour. Aujourd'hui, la plupart des différentes nationalités s'entre-déchirent seulement pour emporter la meilleure part du « socialisme de marché » ; par contre, les Républiques baltes, elles, se sont carrément engagées dans la voie contre-révolutionnaire sous couvert de « libération nationale » (cf. dans ce numéro l'article « Pays baltes - Halte à la contre-révolution ! »).

Dans le même temps, il y aurait déjà, selon l'agence Tass, six millions de chômeurs en URSS, alors que l'inflation est de 10 %, que se répandent les pénuries et que sont rétablis les tickets de rationnement sur divers types de produits (cf. *France-URSS Magazine* n° 2 nouvelle série, septembre-octobre). Et, en guise de « seconde jeunesse du socialisme », on a aussi le rétablissement antiouvrier du salaire aux pièces - un retour à l'ère stalinienne...

La perestroïka, qui cherche à corriger par des réformes orientées vers le marché les distorsions bureaucratiques apportées à la planification centralisée, est incapable de combattre la stagnation économique, les inégalités et la corruption bureaucratique. Bien au contraire, le « socialisme de marché » ne fait que renforcer les contradictions inhérentes à l'URSS et à tous ces Etats ouvriers

où la bureaucratie usurpe le pouvoir politique au prolétariat, miner l'économie collectivisée et planifiée et favoriser les tendances et les forces sociales qui poussent à la contre-révolution capitaliste tout en affaiblissant la classe ouvrière.

Gorbatchev, en tant que chef de la bureaucratie, ne peut que rejeter la seule voie prolétarienne possible pour défendre et étendre à toute la planète les acquis sociaux d'Octobre 1917 : le retour à la démocratie ouvrière des soviets (base de l'Etat ouvrier et de l'économie planifiée) et à l'internationalisme prolétarien - le retour à la voie de Lénine et Trotsky.

### LES ILLUSIONS CRIMINELLES DE LA « COEXISTENCE PACIFIQUE »

L'« alternative » gorbatchévienne s'inscrit totalement dans le cadre, commun à toute cette caste parasitaire, de la « théorie » stalinienne du « socia-

seulement des partis communistes mais également des bourgeoisies nationales, des parties de bourgeoisies nationales, s'inquiètent de ce qui se passe en Union soviétique [...] parce qu'ils se disent : On va recevoir moins d'aide, moins d'appui, de la part de l'Union soviétique dans notre combat contre l'impérialisme [...]. Pour le Parti communiste français, c'est différent. On pense que ces mouvements - il faut comprendre leur point de vue - mais nous, nous pensons réellement qu'ils sous-estiment l'exigence démocratique [...] » Francis Cohen enfonce le clou : « Alors on comprend que pour Cuba qui est sous le feu des canons et des lance-fusées américains, ça pose une question. Et je n'ai pas la prétention de résoudre cette question à la place des Cubains [sic]. Mais ça ne doit absolument pas - et ça on peut le dire - affaiblir la lutte pour le désarmement. » Bel internationalisme ! Que les Cubains, comme les autres peuples directement sous la menace impérialiste,

veau à d'autres le soin d'argumenter.

Dans le forum « Le socialisme dans le monde », Legrand, pour nier la possibilité d'une restauration capitaliste en Pologne, argumentera sur l'incapacité aujourd'hui du capitalisme à acheter le socialisme (« le capitalisme n'est plus capable de digérer le socialisme »). Mais une restauration capitaliste n'aurait rien à voir avec une quelconque OPA ! Ce ne serait pas une pacifique opération boursière, mais une contre-révolution violente qui aurait à briser la résistance des travailleurs et d'une partie de la bureaucratie. Jacques Dimet retrouvera même l'argumentation ressassée contre nous par la LCR et tous ceux qui capitulent aux propos capitalistes de Solidarność : « Sur les interventions de gens qui [se] disent en Pologne pour le retour au capitalisme, elles se comptent quand même sur les doigts de la main [...]. Il y a Walesa qui fait des déclarations qui ne vont pas totalement dans le sens d'un retour au capitalisme. » Pas totalement ? « Personne auparavant n'a emprunté la voie qui mène du socialisme au capitalisme, et c'est précisément ce que nous nous apprêtons à faire [...] » (Interview de Walesa à *Il Messaggero*, 22 août). « Ce qu'il faut, c'est changer les structures de propriété [...]. L'Occident doit bouger immédiatement. Nous n'avons que devant nous six à douze mois, sinon nous pouvons rater notre révolution » (Interview de Walesa à *l'Alsace* du 5 septembre, cité dans *Libération*, 6 septembre). Etc. Le numéro un de Solidarność serait-il isolé dans sa propre organisation sur cette question clé ? Écoutons le discours prononcé devant la Diète polonaise par le premier ministre Mazowiecki dont le programme vise, selon ses termes, à rapprocher la Pologne du « système économique en vigueur dans les pays hautement industrialisés [lire : capitalistes] qui n'est pas parfait mais le meilleur de tout ce qui existe » (*Libération*, 13 septembre). Et les parlementaires d'applaudir ce discours, POUP inclus !

Solidarność s'est consolidé autour de son congrès de 1981 sur un programme de restauration capitaliste. Nous seuls avons dénoncé ce soi-disant « syndicat » pour rouler au compte des banquiers occidentaux et de la CIA. Nous avons dit : « Halte à la contre-révolution de Solidarność ! » Alors, le reste de l'« extrême gauche » était emporté par la vague de guerre froide et la direction du PCF était paralysée par sa honteuse participation au gouvernement antisoviétique de Mitterrand. Le contre-coup de Jaruzelski de décembre 1981, que nous avons soutenu militairement, a stoppé net la tentative de Solidarność de prendre le pouvoir. Mais, comme nous en avertissons alors, cela ne pouvait que geler la situation. Pour s'attaquer à la cause de la crise polonaise - la gestion bureaucratique de l'Etat ouvrier qui a jeté le gros des travailleurs polonais dans les bras de l'Eglise - il fallait, et il faut, une révolution politique prolétarienne et, à sa tête, un parti léniniste-trotskyiste.

Huit ans après, Solidarność, avec la bénédiction de la bureaucratie stalinienne, a instauré une situation de double pouvoir au niveau gouvernemental. Jacques Legrand peut bien justifier avec la plus totale irresponsabilité qu'« on entre aujourd'hui dans une phase de l'histoire de l'humanité, avec le socialisme, dans laquelle le compromis devient la forme normale de fonctionnement de la société » (un « compromis historique », en quelque sorte !), aujourd'hui la Pologne est au bord du gouffre. Jusque dans une aile de la bureaucratie, le programme restaurationniste de Solidarność rencontre un écho. Swiecicki, membre du comité central du POUP et actuel ministre du Commerce extérieur, explique ainsi : « Mon unique but est de parvenir à la social-démocratie en

Suite page 6

Les ouvriers polonais luttent maintenant contre le POUP et Solidarność.



lisme dans un seul pays » qui subordonne les intérêts du prolétariat mondial aux intérêts diplomatiques de la bureaucratie du Kremlin.

Afghanistan, Indochine, Afrique australe, Amérique centrale - la recherche illusoire d'une « coexistence pacifique » avec les impérialistes se concrétise dans la trahison de ces peuples, dans un encouragement donné aux impérialistes pour « refouler le communisme » et, finalement, dans un isolement et un affaiblissement des Etats ouvriers. Marchais applaudit au soi-disant « règlement politique de plusieurs conflits régionaux » (*l'Humanité*, 11 septembre). Il vient même de découvrir qu'en 1979 il n'avait jamais approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan (cf. *Libération*, 27 septembre). En fait, il l'avait déjà reniée en 1981, quand il s'était agi d'entrer dans le gouvernement antisoviétique de Mitterrand !

Dans le forum « Le socialisme dans le monde », lors de la fête de *l'Humanité*, Max Zins reconnaîtra cyniquement : « Un certain nombre de partis communistes du monde sous-développé, du tiers-monde, et pas

« résolvent cette question » eux-mêmes ! Mais c'est bien parce que l'URSS a pu acquérir, plus ou moins, la parité nucléaire avec les impérialistes qu'existent aujourd'hui Cuba ou le Vietnam, et l'URSS elle-même. L'utopie suicidaire d'un désarmement impérialiste, sans révolution ouvrière victorieuse, ne fait que désarmer l'URSS et la vigilance du prolétariat. Mais Max Zins et Francis Cohen posent crûment le vrai problème : l'« exigence démocratique » des Gorbatchev et Marchais, destinée à amadouer les impérialistes, exclut totalement la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

### LA POLOGNE AU BORD DU GOUFFRE

« Peut-être certains considèrent-ils que la participation au pouvoir des forces hier dans l'opposition ôte toute possibilité d'une issue socialiste à la crise ? L'avenir le dira [sic] mais ce n'est pas notre opinion [...]. A l'évidence, la voie choisie par le POUP est la seule possible » (*l'Humanité*, 11 septembre). Marchais laissera de nou-



La politique désastreuse des Thorez (ci-contre, à droite avec Léon Blum en 1936) et des Marchais (ci-dessus, avec Fabre et Mitterrand) : la collaboration de classes.

# La LCR et le carmel d'Auschwitz

## Les fruits amers du soutien à Solidarność

Auschwitz-Birkenau reste pour toute l'humanité le symbole de l'horreur nazie : la fusion de la plus abjecte barbarie sociale et de la technologie de mort de masse. Des millions de Juifs et d'autres victimes des hitlériens y ont été méthodiquement exterminés dans de véritables usines de la mort. Depuis septembre 1984, un couvent de religieuses catholiques, maintenant flanqué d'une croix de bois de sept mètres de haut, occupe dans le camp d'extermination un bâtiment où les nazis entreposaient le Zyklon B utilisé dans les chambres à gaz.

Face aux protestations, l'épiscopat polonais a clamé haut et fort pendant des semaines sa détermination à installer définitivement ses religieuses dans le camp, tandis que son chef, le cardinal Glemp, puisant dans les poubelles de la démagogie antisémite, vitupère à Czestochowa le 26 août contre l'« attitude de nation qui serait au-dessus des autres » des Juifs et dénonce leur « pouvoir » dans les médias. D'après *Libération*, « [...] Glemp n'est pas à son coup d'essai en matière d'antisémitisme. Ces dernières années, une église de Varsovie, placée sous son autorité vendait au milieu d'ouvrages religieux, nombre d'ouvrages antisémites, parmi lesquels le "Protocole des sages de Sion" » (20 septembre).

L'opération antisémite « Croix à Auschwitz » n'est pas un conflit confessionnel ; c'est une provocation orchestrée par un état-major de moines guerriers anticommunistes polonais, le cardinal Glemp et le pape Jean Paul II, et sa force motrice réside dans le nationalisme polonais réactionnaire. C'est derrière l'étendard du nationalisme que l'Eglise, Solidarność (devant qui les staliniens plient) et les impérialistes occidentaux préparent leurs plans pour la restauration du capitalisme dans cet Etat ouvrier déformé actuellement au bord de la guerre civile.

### NATIONALISME POLONAIS A LA FRANCAISE

Au moment même où en Pologne Glemp lançait ses diatribes antisémites, en France la bonne presse pro-Solidarność, du *Monde* à *Rouge* en passant par *Libération*, était occupée à célébrer la « victoire » de la formation du cabinet Mazowiecki. Comment expliquer pourquoi la Pologne en pleine « évolution démocratique » se mettait soudain à exhaler de si épouvantables miasmes antisémites ?

*Libération*, avec ses liens directs avec les cercles dirigeants de Solidarność, s'escrimait à présenter le puissant prélat Glemp de Pologne comme un antisémite « gaffeur » et isolé.

*Lutte Ouvrière*, dans un premier article, a tout bonnement nié l'antisémitisme dans l'affaire, n'a voulu y voir qu'une querelle entre des « tartufes de toutes obédiences », et a proposé de remplacer ce « coin de terre voué à l'horreur et à la laideur » par un parc paysager (n° 1103, 22 juillet). Comme ils le font parfois en pareil cas, ces populistes ont plus tard, dans un autre article, mis de l'eau dans leur mauvais vin, sans bien sûr explicitement désa-



Der Spiegel



A. Dejean

**A genoux devant l'Eglise de Glemp et l'effigie de Pilsudski, Solidarność embrasse la tradition nauséabonde du nationalisme polonais.**

vouer leur première impulsion. Mais que les militants sincères de Lutte ouvrière le sachent : le populisme a sa logique nauséabonde.

Quant aux pseudo-trotskyistes de la LCR, ils ne pouvaient pas décider s'il fallait capituler à 100 % devant le nationalisme polonais et l'antisémitisme qu'il secrète ou si une capitulation « avec des réserves » convenait mieux. Pendant trois semaines, on a assisté dans les pages de *Rouge* à une polémique, exceptionnelle par sa presque franchise, entre Jean Lantier (« *Le pas de deux qui se danse devant les murs d'Auschwitz n'est au fond que la représentation gratuite d'une lamentable pièce de théâtre [...]* ») et Jean-Michel Krivine (« *Auschwitz ne doit plus avoir ni croix, ni carmel [...]* »).

La LCR, supporter enthousiaste de Solidarność, a fait semblant d'ignorer que cette organisation, dès l'époque de son premier congrès en 1981, a constitué le véhicule politique d'un nationalisme polonais pro-impérialiste, dont

l'Eglise forme le ciment de l'unité nationale dans la lutte qui oppose depuis 1917 la réaction polonaise au « communisme athée ». « *La nation polonaise baptisée, donc complètement imprégnée par l'Eglise, s'est efficacement opposée à l'idéologie communiste* » écrivait en juillet 88 le primat Glemp (cité dans *Libération* du 20 septembre).

La LCR refuse obstinément de reconnaître ce lien entre Solidarność, le nationalisme polonais et l'antisémitisme. Avec le même aveuglement, elle présente aujourd'hui la formation du gouvernement Mazowiecki comme « une nouvelle victoire des travailleurs polonais et de leur syndicat indépendant Solidarność » (*Rouge*, 31 août-6 septembre), et donne aux ouvriers polonais les conseils suivants : « [...] la seule issue valable pour la classe ouvrière et le mouvement de masse polonais consiste à exiger la formation d'un gouvernement de Solidarność sans bureaucrates [...], à établir le contrôle populaire sur les



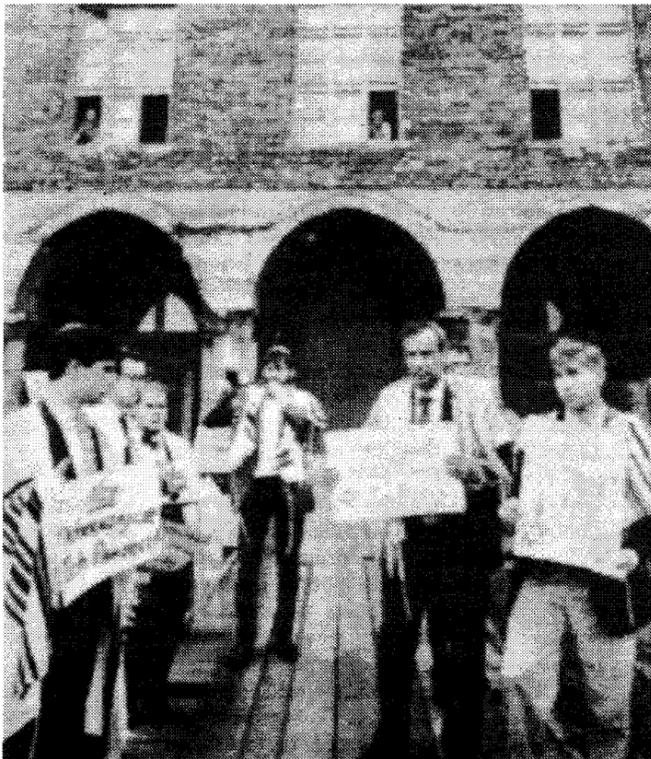
Newsweek

appareils d'Etat, sur la réforme économique, la production, la distribution et le partage du revenu national, à empêcher le démantèlement de la propriété collective et à revendiquer fermement le passage de tout le pouvoir à Solidarność. » Malheureusement, l'auteur de l'article néglige de nous expliquer par quel miracle il espère « imposer » à Walesa et Cie, une fois ceux-ci maîtres de « tout le pouvoir », ce catalogue de merveilleuses mesures, et les empêcher de mettre en place leur programme de démantèlement de la propriété collective. Autant « revendiquer » du pape qu'il déclare que dieu n'existe pas.

### LE CARMEL D'AUSCHWITZ ET LA LCR

L'essentiel de l'argument de Jean Lantier est de renvoyer dos à dos les antisémites forcenés et les victimes du génocide nazi. « *Le clergé catholique polonais ne compte pas parmi les soutiens les plus actifs des Juifs du temps de l'Holocauste. Le clergé juif polonais ne comptait pas parmi les forces les plus lucides et les plus actives contre le fascisme* » (*Rouge*, 31 août-6 septembre). Mais ceci est précisément la position de Glemp lui-même ! « *Y a-t-il eu des sentiments antijuifs et des agressions contre les Juifs en Pologne ? Oui. Y a-t-il eu des entrepreneurs juifs en Pologne qui ont ignoré ou méprisé les Polonais ? Oui. Y a-t-il eu, pendant l'Occupation, des Juifs collaborateurs qu'on ne pourra jamais comparer aux défenseurs héroïques du ghetto ? Oui. Y a-t-il eu des moments en Pologne où la souffrance - et les sacrifices des Juifs ont été passés sous silence ? Oui. Y a-t-il eu des Polonais qui ont sauvé des Juifs au prix de leur vie ? Oui. La mémoire du cinquantième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale nous place du même côté [...]* » (*le Monde*, 31 août). Il n'est pas surprenant que Glemp ressorte le vieux mensonge qui prétend que les Juifs sont responsables de l'antisémitisme : « *cher peuple juif, [...] s'il n'y a pas d'antipolonisme il n'y aura pas non plus ici d'antisémitisme* » (*Ibid.*) Mais que Lantier s'en

Suite page 6



Der Spiegel

**Des Juifs américains manifestent devant le carmel d'Auschwitz - L'installation et le maintien du couvent sont une provocation obscène orchestrée par les moines guerriers anticommunistes du pape Wojtyla.**

## Marchais...

Suite de la page 4

Pologne. [...] le parti a déjà accepté la démocratie parlementaire et la propriété privée [...]. Nous allons dans la bonne direction » (Libération, 13 septembre).

Aujourd'hui, avec l'entrée en lutte des travailleurs polonais contre le programme d'austérité mis en œuvre par Solidarność et le POUP, une issue socialiste existe en Pologne : c'est celle qui passe par la construction d'un parti prolétarien qui fera sienne la tradition internationaliste polonaise de Warynski, Luxemburg et Jogiches et qui combattra et la bureaucratie parasitaire et les nationalistes contre-révolutionnaires.

### MARCHAIS VERROUILLE LA GLASNOST

Mais l'adhésion du PCF à la perestroïka, avec la « dénonciation du stalinisme » – pour l'URSS – que cela implique, n'est pas sans poser de problèmes à un parti qui a été le « fils aîné » du stalinisme. Marchais veut bien finalement convenir que la glasnost est utile à l'URSS (pour faire accepter la perestroïka), mais pas au PCF. La glasnost se limitera, lors de la Fête de l'Humanité, à inviter au Village du livre la société d'édition de la LCR. Mais le trotskysme, dont Krivine, Lambert et autres Laguiller salissent l'image par leur antisoviétisme, reste toujours une « page blanche » pour le PCF.

La direction de ce parti a donné, lors de la Fête de l'Humanité, un exemple de comment elle « réexaminait » son histoire dans le forum sur le PCF et 1939. Etienne Fajon rappela que le PCF, tout en restant pour la défense de la patrie française – bourgeoise ! –, avait alors soutenu le

pacte Hitler-Staline, traître du point de vue de la défense de l'URSS. Et il ajouta posément : « Un demi-siècle après [...] je n'ai pas changé d'avis. » Bref, le parti a, et a toujours eu raison !

Cachin, Thorez ou Waldeck-Rochet restent des objets de vénération. Dans son allocution, Marchais a même été recherché, pour légitimer sa ligne actuelle sur la Pologne, une citation de Maurice Thorez, datant de 1963, qui « soulignait à propos du parti unique qu'« en faire une condition du socialisme ne correspond en France ni aux traditions, ni aux habitudes politiques, ni à l'état de la société » » (l'Humanité, 11 septembre). Le très stalinien « fils du peuple », qui a nié pendant des années l'existence du rapport Khrouchtchev de 1956, a dû se retourner dans sa tombe !

Gorbatchev, parce qu'il est à la tête d'un appareil d'Etat, peut se permettre de « réexaminer l'histoire » et de purger divers dinosaures de l'ère de la stagnation ». Par contre, le PCF (incapable de se créer une véritable nouvelle base dans la jeunesse et, encore moins avec son chauvinisme, dans les couches ouvrières d'origine maghrébine et africaine) ne peut se débarrasser de ses cadres expérimentés, formés par de longues années de stalinisme, qui constituent son lien physique avec la classe ouvrière, sa continuité historique et sa légitimité. Le PC italien peut se permettre aussi un retour « critique » sur son propre passé stalinien – non pour rompre avec son réformisme mais pour foncer tout droit dans la social-démocratie – parce qu'il est, lui, le parti ouvrier hégémonique en Italie. Pour le PCF, confronté à cet autre puissant parti réformiste qu'est le PS, cela signifierait un éclatement et une liquidation.

A l'approche de la Deuxième Guerre

mondiale, le camarade Trotsky expliquait à propos de la politique, menée par les PC, de front populaire – politique d'alliance avec la social-démocratie et la bourgeoisie « démocratique » : « Il y a dix ans, nous avons prédit que la théorie du socialisme en un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Comintern. Cette prédiction est devenue un fait manifeste [...]. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entremetteur bernardotiste a accompli son rôle. A partir de maintenant, les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la « défense de l'URSS » » (« Une leçon toute fraîche », Oeuvres, tome 19, 10 octobre 1938).

C'est cette contradiction qui, depuis, mine les PC, dont les appareils, puisant (comme la social-démocratie) dans les surprofits de leur propre impérialisme, sont passés du côté de l'ordre bourgeois. Paradoxalement, aujourd'hui pour espérer pouvoir participer à un nouveau front populaire, la direction chauvine du PCF a dû décider de nager à grandes brasses dans le courant de Gorbatchev dont la politique de collaboration de classes tous azimuts est en odeur de sainteté en Occident. Mais ses professions de foi gorbatchévienne ne suscitent aujourd'hui de la part de la bourgeoisie et du PS que ricanements et ironie. « J'ai été très heureux, déclare le dirigeant PS Gérard Fuchs, d'apprendre que Georges Marchais soutenait désormais Mikhaïl Gorbatchev. J'attends maintenant avec impatience le moment où Mikhaïl Gorbatchev pourra lui aussi soutenir Georges Marchais. Cela signifiera [...] que le Parti communiste français a

renoncé à n'être plus qu'un parti de protestation, visant davantage à rassembler les mécontents, qu'à faire reculer les causes de mécontentement ; en un mot, qu'il est prêt à redevenir un parti de gouvernement » (Libération, 25 septembre). En fait, le PS sait pertinemment que la direction du PCF est, comme vient de le redire Marchais, « disponible », y compris disponible pour la condition que pose Fuchs : museler les luttes ouvrières. Mais il estime ne pas avoir besoin – pour l'instant – des services que continuent à lui offrir Marchais et Cie pour gérer la crise capitaliste sur le dos des travailleurs. Par contre, Fuchs a mis perfidement le doigt sur la question qui anguste Marchais depuis que Gorbatchev est arrivé au pouvoir : Y a-t-il une place pour le PCF dans le monde de la « nouvelle pensée politique » de Gorbatchev ? En vérité, jusqu'à ce jour, ce dernier s'est montré bien plus intéressé par les sociaux-démocrates – et particulièrement allemands – que par un parti stalinien français en crise endémique !

Beaucoup de militants du PCF n'ont guère envie de recommencer un nouveau 81. Mais leur direction réformiste n'a à offrir d'autre « perspective », plus ou moins lointaine, plus ou moins « réaliste », qu'un nouveau front populaire – une politique suicidaire pour le prolétariat. Ces militants qui se veulent des communistes doivent rompre avec le front-populisme. Ils doivent considérer avec attention cette « page blanche » qui hante tant le Kremlin et la place du Colonel Fabien : Trotsky et le trotskysme – la lutte bolchévique intransigeante contre le stalinisme, en défense révolutionnaire de l'Etat ouvrier soviétique et pour le programme de la révolution socialiste mondiale. Le PCF n'est vraiment pas un endroit pour un communiste !

## Auschwitz...

Suite de la page 5

fasse l'écho ! Il accuse tous les acteurs sans distinctions de guerroyer dans ce qu'il appelle « cette pantomime » « de façon grotesque pour parler au nom de morts, en excluant d'autres morts » et donc, antisémites polonais ainsi que Juifs de s'être « inscrit[s] au compte des agents de la négation de la solution finale » (Rouge, 31 août-6 septembre).

Deux semaines plus tard, dans les colonnes de Rouge, Jean-Michel Krivine répondait à Lantier et, à juste titre, lui reprochait d'avoir une position comme « celle d'une partie de la gauche socialiste lors de l'affaire Dreyfus : « Qu'avons-nous à nous mêler de ces histoires de famille entre bourgeois galonnés ? » » (Rouge, 14-20 septembre). Krivine évoque « l'antisémitisme populaire polonais » dont « Glemp est le porte-parole » et cela suffit pour faire revenir Lantier à la charge la semaine d'après. Pour le sieur Lantier, il est injuste et discriminatoire d'accabler l'antisémitisme polonais, puisqu'il y avait un « antisémitisme bien partagé » dans le reste du monde (Rouge, 21-27 septembre). Tandis que Krivine, qui n'a pas totalement oublié ce qu'était le Yiddishland révolutionnaire, critique Solidarność pour ne pas avoir désavoué « le cardinal qui soutient leur base » sur la question de son antisémitisme, Lantier met les points sur les « i » et, à la fin de sa colonne, tonne que « notre tâche » est « non réductible à la simple dénonciation de l'antisémitisme polonais ». Surtout pour des champions de Solidarność ...

Ce que ni Jean Lantier ni Jean-Michel Krivine ne veulent ni ne peuvent « élucider », c'est pourquoi l'antisémitisme polonais a survécu à l'extermination quasi totale des Juifs de ce pays, et pourquoi il se manifeste avec une telle agressivité précisément à

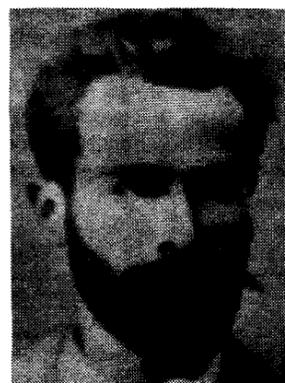
l'heure du triomphe politique de Solidarność. Pour le clérical-nationalisme de choc polonais, anticommunisme et antisémitisme sont toujours allés de pair.

L'antisémitisme n'est spécifique à aucune nationalité, n'en déplaie aux sionistes comme Claude Lanzmann, qui s'est précipité sur les paroles de Glemp pour réitérer sa fausse équation entre opposition à l'Etat théocratique d'Israël et l'antisémitisme. L'antisémitisme est un fond commun à la réaction quelle qu'elle soit. Mais, et surtout en Europe centrale, l'antisémitisme était et reste partie intégrante de la réaction bourgeoise contre le communisme. Ceci s'explique, entre autres choses, par les rôles dirigeants que tenaient les Juifs dans tout mouvement progressiste, et singulièrement dans le mouvement ouvrier. Au début du siècle, la démagogie antisémite était l'arme de prédilection de l'Eglise et la droite nationaliste dans leur lutte contre le Parti marxiste de l'époque, le SDKPiL de Rosa Luxemburg.

Quelques années plus tard, des pogroms sanglants accompagnaient chaque victoire de l'armée nationaliste de Pilsudski en lutte contre l'Armée rouge de Lénine et Trotsky. En 1943, le ghetto juif de Varsovie s'est soulevé dans une lutte acharnée et héroïque contre les déportations vers les camps de la mort. La Résistance polonaise bourgeoise, sur place organisée dans la très anticommuniste « armée de l'intérieur », n'a pas bougé le petit doigt pour aider les combattants. Dans un bulletin publié en 1942, l'Agence anticommuniste (une branche de l'administration clandestine à Varsovie) argumentait que la liquidation du ghetto (c'est-à-dire le transport des Juifs à leur mort au camp de Treblinka) ne pouvait qu'affaiblir le mouvement communiste en Pologne et donc serait « un développement positif » (Reuben Ainsztein, The Warsaw Ghetto Revolt 1979).



Verlag Wissenschaft und Politik  
Warynski



Verlag Wissenschaft und Politik  
Jogiches



Deutscher Verlag Wissenschaft  
Luxemburg

Depuis de longues décennies, chaque poussée de nationalisme polonais s'est accompagnée d'une flambée d'antisémitisme, souvent meurtrière – et c'est aussi au nom du nationalisme polonais qu'en 1968 les staliniens du POUP en mal de popularité ont déclenché une ignoble campagne de calomnies antisémites contre les rares survivants de l'Holocauste nazi.

Solidarność représente une négation totale des traditions socialistes de la classe ouvrière polonaise. Son père spirituel – et tu le sais bien, camarade Krivine – est justement le maréchal Pilsudski. Ses dirigeants traîtres ne désavouèrent pas les Glemp, pas plus qu'ils n'étaient gênés d'avoir la KPN fascisante au sein de leur organisation. La « victoire » actuelle de Solidarność est la victoire des traditions de la réaction bourgeoise polonaise.

Les contre-révolutionnaires se sont maintenant hissés sur le marchepied du pouvoir. Les diatribes antisémites de Glemp doivent résonner comme un avertissement : en Pologne pas plus qu'ailleurs, la contre-révolution capitaliste ne sera le « dîner de gala » des droits de l'homme que nous prédisent les chantres sociaux-démocrates de Solidarność, mais bien une orgie de terreur blanche. Et la LCR aura sa part de

responsabilité dans cette éventualité.

Nous n'en sommes heureusement pas là. La banqueroute ignominieuse du stalinisme polonais, si elle a ouvert la voie à la restauration capitaliste, a aussi créé la possibilité d'une révolution politique prolétarienne qui défendra et étendra les acquis ouvriers de la propriété collectivisée. Une révolution politique qui écrasera les forces de la contre-révolution regroupées autour de l'Eglise et de Walesa, chassera les restes de la bureaucratie parasitaire et installera la démocratie ouvrière des conseils.

Les dirigeants de Solidarność ont ouvertement reconnu que leur objectif est la restauration du capitalisme en Pologne. Il existe la base objective pour que ceux qui défendent la propriété socialiste cherchent l'unité avec la base prolétarienne de ce « syndicat », dans une véritable opposition de classe à la bureaucratie stalinienne et aux dirigeants de Solidarność qui aspirent à constituer une néo-bourgeoisie sur le dos des travailleurs. La tâche la plus urgente reste de forger en Pologne un parti marxiste authentique. Mais le temps presse, et le rôle des charlatans pseudo-trotskystes de l'« unité avec Solidarność » devient chaque jour plus criminel.

# Mandel...

Suite de la page 8

première fois dans le journal mensuel du Front populaire estonien. Dans l'introduction de la rédaction, *International Viewpoint* présente cet article comme une réponse à la presse soviétique qui « continue à crier au scandale à propos de toute défense des "Frères de la Forêt" ». Quel scandale ? Les « Frères de la Forêt » étaient des terroristes nazis antisoviétiques.

Le scandale c'est que les mandéliens publient une glorification des fascistes par l'intermédiaire du sieur Lindmae. L'article se termine en exigeant que le gouvernement soviétique réhabilite ces collaborateurs nazis baltes ! Il se lamenté sur le fait que la loi adoptée, au début de cette année par le Soviet suprême, annulant les verdicts prononcés par les Procès de Moscou, « ne s'applique pas aux traîtres à la mère patrie et aux bataillons de punition constitués pendant la Grande guerre patriotique - Deuxième Guerre mondiale -, aux criminels nazis, aux membres des bandes

nationalistes, leurs satellites et ainsi de suite ». Et il conclut : « De telles personnes doivent être, également, considérées comme réhabilitées ».

Lindmae essaie de couvrir ses arrières dans le dernier paragraphe en condamnant « les exécutions sommaires » et la participation à « la répression de masse au-delà des frontières de la République estonienne ». Il est bien sûr parfaitement conscient de la manière dont les nazis estoniens ont participé à l'extermination massive des Juifs en Lettonie et en Lituanie.

Le Secrétariat unifié de Mandel est cyniquement opportuniste, largement impressionniste, ce qui lui fait faire d'énormes zigzags politiques. Mais cette fois-ci, il navigue sur des eaux sans rivages. Bien qu'ils se prétendent trotskystes et en un certain sens pour la défense de l'Union soviétique, le fait que les mandéliens embrassent le fascisme balte au nom de l'« antistalinisme » a une préhistoire. S'adaptant à l'eurocommunisme au milieu des années 1970, Mandel et Cie prenaient fait et cause pour des « dissidents » soviétiques pro-occidentaux tels qu'Andrei

Sakharov, qui a appelé à la guerre économique impérialiste contre l'URSS. Ils ont aussi porté aux nues les cléricaux-nationalistes de Solidarność, dont le héros est le maréchal Pilsudski, le dictateur fascisant de la Pologne des années 1920 et 1930. Quand, quelques années plus tard, la section australienne du SU s'engageait dans une collaboration politique étroite avec un groupe émigré ayant des liens avec les Oustachis croates, l'affaire fut suffisamment embarrassante pour que le centre européen du SU demande à ses camarades australiens d'arrêter les frais. Au nom de la « dynamique » et sous couvert d'un « antistalinisme » dévoyé, les mandéliens ont soutenu, année après année, toute opposition à la bureaucratie soviétique. Et maintenant il y a « un mouvement de masse » antisoviétique dans les pays baltes.

Quand Mandel et Cie rendent hommage aux nazis des « Frères de la Forêt », nous saluons les authentiques combattants de la liberté estoniens, ceux du huitième corps de fusiliers de l'Armée rouge qui comptait 250 Juifs. En juin 1944, ces Estoniens ont par-



« International Viewpoint » de Mandel publie une apologie des collaborateurs estoniens, les « Frères de la Forêt ».

icipé à la libération de leur patrie du joug des bouchers nazis et des collaborateurs, les « Frères de la Forêt ».

# Pays baltes...

Suite de la page 8

prises à Tallin et arrêtant le transport aérien et ferroviaire. Le gouvernement estonien a immédiatement déclaré les grèves de protestation hors la loi et a amené des jaunes pour conduire les autobus à Tallin. Mais la grève a continué pendant neuf jours, jusqu'à ce que le gouvernement central accepte de revoir la législation locale.

La Lettonie et la Lituanie ont déjà adopté une législation destinée à restaurer la propriété privée dans l'agriculture en autorisant la possession à vie et la transmission par héritage de « fermes familiales ». Quand, vers la fin de juillet dernier, le Soviet suprême à Moscou a donné son aval au nouveau programme d'« autonomie économique » passant aux Républiques baltes le contrôle des ressources, de l'industrie et du commerce et leur donnant le droit de diriger leurs économies sur une base de marché, l'économiste estonien Mikhaïl Bronshtein se réjouissait : « Ca nous ouvre la voie pour commencer à réaliser notre programme d'indépendance » (*New York Times*, 28 juillet). Cependant, ces pays minuscules, nécessairement dépendants de l'économie soviétique, quand bien même ils gagneraient la guerre civile locale qui restaurerait, nécessairement, le capitalisme, ne peuvent espérer atteindre ne serait-ce qu'un semblant de vie économique indépendante. Comme Hongkong par rapport à la Chine, les Etats baltes ne peuvent servir que de fer de lance à la pénétration impérialiste en Union soviétique.

A la droite des Fronts populaires, on trouve des formations nationalistes plus extrémistes encore. Selon un communiqué de l'Agence Tass reproduit dans le journal du Parti d'unité socialiste de Berlin-Ouest *Die Wahrheit* (25 août), la ville estonienne de Kohtla a récemment inauguré un monument public dédié à un groupe de collaborateurs nazis de la Deuxième Guerre mondiale qui s'appelaient Contre-espionnage-2-« Erna ». Le monument a été érigé sur le site d'un monument précédemment élevé par les occupants hitlériens en 1942 ! A la cérémonie d'inauguration, un ex-membre de l'« Erna » a bénéficié d'une tribune pour éructer que l'Estonie doit « être libérée des rouges ». Même des porte-parole nationalistes « classiques », tel l'économiste estonien Tiit Made, reprennent la dégoûtante rhétorique nazie : le *New York Times* (10 août) fait état que celui-ci considère « les Russes comme un peuple agressif dont le comportement primitif remonte à des siècles d'accouplement avec les occupants mon-



Les masses ouvrières lettonnes ont soutenu massivement la Révolution bolchévique. Le bataillon letton Smolny arrivant à Petrograd en novembre 1917.

gols ». Selon le raciste Made, « l'agressivité et la violence - russes - se manifestent même dans l'amour [...]. Après le viol, vient le sentiment d'amour et de plaisir ».

A la veille du mouvement de protestation du 23 août, le Mouvement d'indépendance nationale de Lettonie (LNKK) a tenu une conférence de deux jours à Riga pour, comme le souligne le *Washington Post* (22 août), « tramer publiquement la chute de l'« empire soviétique » ». Parmi les orateurs, le sénateur républicain américain Robert Kasten et un représentant de Solidarność. Les nationalistes baltes enragés feraient bien de se rappeler à quoi ressemblait cette région la dernière fois qu'elle fut « libérée des rouges », sous le parrainage de l'intervention impérialiste contre la Révolution bolchévique. En 1919, les armées de Pologne, nouvellement indépendante, s'emparaient de parties importantes des territoires de Biélorussie et de Lituanie, y compris Vilnius, et imposaient le polonais comme langue officielle. L'année suivante, Pilsudski envahissait l'Ukraine, provoquant ainsi la contre-offensive soviétique.

Aujourd'hui, la résurgence nationaliste dans les pays baltes fait surgir à nouveau le danger de guerre et de contre-révolution. Dans un avertissement vif qui préfigurait la déclaration du comité central du PCUS du 26 août, Valentin Falin, chef du département international du PCUS, déclarait : « Si les efforts pour diviser ce qui ne peut l'être continuent, ce qui a caractérisé la période d'avant les deux dernières guerres mondiales, si les territoires et les frontières sont redessinés alors que les vies et la sécurité des gens sont

négligés, le pire à ce moment-là, le désastre final, se produira » (*New York Times*, 23 août). Inquiété par les événements dans les pays baltes, et réagissant, en partie, aux intérêts de la RFA concernant le flux d'Allemands de souche cherchant à émigrer, le régime Gorbatchev a récemment soulevé la question de l'établissement d'un foyer autonome pour l'ethnie allemande autour de Kaliningrad (l'ancienne Königsberg en Prusse orientale). Cela établirait, commodément, un bouclier entre les Républiques baltes et la Pologne.

### POUR LA REVOLUTION POLITIQUE PROLETARIENNE INTERNATIONALISTE !

Il faut revenir à la conception qui présida à la fondation de l'Union soviétique. Lénine insistait que toute nation

qui ne cherchait pas un changement social contre-révolutionnaire avait le droit de se séparer administrativement de l'Union. Ce droit fut incorporé dans la constitution de fondation de l'URSS.

Des décennies de nationalisme stalinien et de chauvinisme grand-russe ont créé un océan de sentiments nationalistes amers, et la politique de perestroïka a, maintenant, ouvert les digues. La direction de l'« Inter-Mouvement » cherche à faire pression sur le Kremlin pour qu'il agisse comme protecteur de la population russophone dans les pays baltes. Mais les grévistes prennent bien soin d'appeler à « l'égalité des droits pour toutes les nations » et repoussent l'idée de privilèges pour quelque langue que ce soit. Le prolétariat doit relever le défi en réaffirmant les principes de l'internationalisme léniniste contre toutes les variantes du nationalisme - et particulièrement contre le chauvinisme grand-russe - ce qui pourrait polariser les populations baltes, ou du moins une partie d'entre elles qui doit être choquée par la direction vers laquelle le fatras nationaliste réactionnaire les mène.

Potentiellement, la plus grande menace nationaliste pour l'unité des peuples soviétiques est celle du chauvinisme grand-russe, dont le fer de lance, actuellement, est constitué par les fascistes de Pamiat. La classe ouvrière soviétique doit écraser Pamiat et, munie de cette autorité, détruire facilement les menaces contre-révolutionnaires et les fascistes beaucoup plus marginaux. Cela nécessite une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne nationaliste et rétablir les principes internationalistes bolchéviques, garantissant des droits pleins et égaux pour toutes les nations et tous les peuples d'Union soviétique.

- Adapté de Workers Vanguard n° 484

**VIENT DE PARAITRE :**

une brochure de la **Trotzkistische Liga Deutschlands**

„Marktsozialismus“ in Osteuropa

7 francs

Commande : le Bolchévick  
BP 135-10  
75463 Paris cedex 10

Der Charakter des kapitalistischen Marktes	13
Weg zur „sozialistischen Revolution“ geht nicht	20
Für zentrale Planung durch Sowjetmacht	27
Sowjetische Arbeiter zeigen ihre Kraft	37

## Pays baltes

# Halte à la contre-révolution !

Une contre-révolution sanglante couve dans les Républiques baltes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie. Leurs appétits stimulés par la politique de perestroïka de Gorbatchev qui encourage les forces de marché et l'entreprise privée, les mouvements nationalistes bourgeois, dans cette région relativement prospère de l'URSS, ont ouvertement posé les jalons pour la restauration du capitalisme sous le mot d'ordre d'indépendance complète vis-à-vis de l'Union soviétique. Les Fronts populaires estonien et letton et le Sajudis lituanien qui se confondent en partie avec des ailes nationalistes des partis communistes baltes cherchent à ressusciter les républiques bourgeoises « indépendantes » de l'entre-deux-guerres. Ces républiques réactionnaires, des Etats minuscules, vassaux des impérialismes allemand et britannique, se sont signalées par leur persécution des communistes et des Juifs. A cette fin, ces prétendus « démocrates » ont décrété des restrictions discriminatoires sur les droits de langue, de vote et d'emploi et des contrôles d'« immigration » dirigés contre les peuples non baltes.

Le 23 août dernier, on a assisté à un mouvement de protestation, une « chaîne humaine » qui a relié les trois capitales, Vilnius, Riga et Tallin, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Pacte Hitler-Staline. Ce mouvement de protestation a été marqué par des manifestations anticommunistes et anti-russes ouvertes, comprenant des drapeaux, maintenant omniprésents, des républiques bourgeoises de l'entre-deux-guerres, des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « *L'armée soviétique d'occupation, dehors !* » et des panneaux mettant sur le même plan la croix gammée nazie et la faucille et le marteau. Se faisant l'écho de la propagande de la CIA sur les « nations captives », les organisateurs du mouvement de protestation ont déclaré que l'Union soviétique avait « violé le droit historique des nations baltes à l'autodéter-

mination [...], les occupant à l'aide d'une force militaire écrasante ». Le Sajudis a déclaré que la Lituanie « n'est plus, à compter de maintenant, sous la juridiction administrative et judiciaire de l'URSS. »

Le pacte de « non-agression » de Staline avec Hitler n'a pas empêché les nazis d'envahir l'Union soviétique en 1941, mais l'annexion soviétique de la

chasse meurtrière contre les communistes et les Juifs. La révolution sociale qui a marqué l'intégration réelle des Républiques baltes dans l'Union soviétique n'a eu lieu qu'après la victoire héroïque de l'Armée rouge sur le fascisme nazi.

Nous avertissions récemment : « *Tout est en place pour une guerre civile dans laquelle la contre-révolution*

emboîté le pas à l'Estonie en adoptant une loi qui lui donnait un droit de veto sur la législation de l'URSS et le droit de contrôler l'émigration vers la Lituanie. Le 8 août, l'Estonie a adopté une autre loi - également déclarée inconstitutionnelle - exigeant cinq ans de résidence pour obtenir le droit de vote et dix pour le droit de se présenter aux élections. Ces mesures chauvines frap-



Les nationalistes estoniens mobilisent sous la bannière réactionnaire de l'Etat bourgeois de l'entre-deux-guerres.

région, en juillet 1940, ne peut pas être séparée des impératifs de la menace de guerre allemande à cette époque. Trotsky argumentait que malgré le fait que le territoire était stratégiquement important, l'occupation de l'Armée rouge serait vue non comme une libération, mais comme un acte de violence et qu'à long terme, elle serait beaucoup plus nuisible que bénéfique. En tout cas, l'annexion de Staline n'a duré que jusqu'à ce que Hitler envahisse et occupe les pays baltes un an plus tard. A l'époque, nombre de nationalistes bourgeois ont rallié avec enthousiasme les nazis et se sont lancés dans une

capitaliste se déguisera en une lutte pour la « libération nationale et l'autodétermination » (Le Bolchévik n° 95, septembre). En novembre dernier, le parlement estonien a adopté une résolution - déclarée par la suite inconstitutionnelle - qui revendiquait le « droit » de rejeter unilatéralement les lois soviétiques. Deux mois plus tard, il déclarait que l'estonien serait la langue officielle unique. Plus de 40 % de la population d'Estonie et la moitié de celle de Lettonie sont composées de Russes, Biélorusses ou Ukrainiens, concentrés de manière prédominante dans la classe ouvrière. En mai, la Lituanie a

pent au cœur de l'Etat multinational soviétique.

On a constaté une résistance significative à ces mesures chauvines de la part des travailleurs en Estonie. Le Mouvement internationaliste, majoritairement russe, codirigé par un Russe et un Sibérien estonien (un groupe également méprisé par les Estoniens « purs ») appelait, pour la seconde fois en moins d'un mois, à une grève en protestation contre les restrictions discriminatoires en matière de droit de vote. Quelque 30 000 ouvriers ont débrayé, paralysant des dizaines d'entre-

Suite page 7

## Mandel publie une apologie des nazis estoniens!

Après que l'Armée rouge eut chassé la Wehrmacht des pays baltes en 1944, nombre de nazis locaux se sont enfuis dans les forêts avoisinantes, où ils ont constitué « les Frères de la Forêt » et ont continué à exercer la terreur contre les communistes et les Juifs jusqu'au début de 1950. Maintenant, on veut nous faire croire que ces brutes sadiques étaient des « combattants de la liberté » et faisaient partie de « la lutte armée contre le stalinisme en Estonie ». Où trouve-t-on cette apologie des nazis estoniens ? Dans *International Viewpoint*, organe de langue anglaise du Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel, dont la LCR est la section française. Cette revue du SU reproduit sans critique un article, d'un certain Herbert Lindmae, publié pour la

Suite page 7



R. James Bender Publishing

A gauche, trois officiers estoniens de la 20<sup>e</sup> division Waffen SS. A droite, le camp de la mort de Klooga, où trois mille personnes furent exécutées.



VIVO Institute